

Alors qu'un prof est décapité, 24 départements portent plainte contre... Zemmour

écrit par François des Groux | 17 octobre 2020



« [Ils ne passeront pas](#) » a clamé Emmanuel Macron à propos de « l'attentat terroriste » qui a visé un prof d'histoire-géo de Conflans-Sainte-Honorine.

« *Mais ils sont déjà passés* » sommes-nous tentés de lui répondre puisque l'auteur de ce crime abject – un Tchétchène de 18 ans – et ses complices directs et indirects s'avèrent être des musulmans « normaux »... Et ils sont quelques millions en France.

Ce qui explique le climat de terreur envers ceux qui osent critiquer l'islam, aidé en cela par des institutions, des médias et une « Justice » extrêmement sévères contre les

islamophobes, les lanceurs d'alerte et autres identitaires.

Ainsi, depuis ses propos (tronqués) sur les *mineurs non accompagnés*, (des « **voleurs, assassins et violeurs** »), la plupart du temps musulmans, Eric Zemmour se trouve confronté à une avalanche de protestations et de plaintes ([dont la LICRA, la Dilcrah, SOS Racisme et le Parquet de Paris...](#))

Et pendant que Mila continue à se cacher et que l'on décapite un prof dans les Yvelines, la Haute-Saône devient le 24^{ième} département à porter plainte contre Zemmour. « *Un mouvement de justice collectif* » affirme sans sourciller L'Est Républicain !

Comme l'écrivait l'essayiste [Alexandre del Valle](#), nous avons là, encore une fois, l'alliance objective des coupeurs de langues (de gauche le plus souvent) avec les coupeurs de têtes.

Le Département de la Haute-Saône porte plainte contre Eric Zemmour

La Haute-Saône est le 24^e département à traduire le polémiste en justice pour ses propos sur les mineurs non accompagnés. Eric Zemmour avait déclaré que les mineurs débarqués seuls sur le sol français étaient tous « voleurs, assassins et violeurs » sur le plateau de CNews.

La Haute-Saône rejoint [une liste déjà longue de départements](#) qui tiennent à réagir contre les propos d'Eric Zemmour, tenus sur l'antenne de CNews début octobre. Il a déclaré, entre autres, à propos des mineurs non accompagnés (MNA) : « Ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont, il faut les renvoyer, il ne faut même pas qu'ils viennent ».

En Haute-Saône, l'exécutif départemental s'abstient de tout commentaire mais s'inscrit dans ce mouvement de justice collectif.

Le chroniqueur de CNews

Le phénomène des MNA est un véritable sujet dans les départements qui ont en charge l'accueil et la prise en charge de ces adolescents dans leurs structures. L'État prend le relais par la suite.

Les propos du chroniqueur de CNews sont inspirés par de nombreux autres issus des strates extrémistes du débat national avec cette accusation récurrente pour les mineurs non accompagnés d'être le « terreau de la radicalisation ». [Quel débat ? Et le tueur tchétchène de 18 ans, connu défavorablement de la police ne faisait-il pas partie de ce terreau de la radicalisation ? NDA]

Encore une sortie abjecte et raciste d'Éric #Zemmour sur le plateau de @CNEWS. J'ai échangé ce matin avec le président du @csaudiovisuel et j'ai demandé à la @DILCRAH de saisir le Procureur de la République.

– Elisabeth Moreno (@ElisaMoreno) [1 octobre 2020](#)

Quelques jours après une condamnation à 10 000 euros d'amende pour injure et provocation à la haine, Eric Zemmour a déclenché de très nombreuses réactions dont celle de la ministre déléguée chargée de la Diversité et de l'Égalité des chances Elisabeth Moreno qui a dénoncé une sortie « abjecte et raciste ».

<https://www.estrepublikain.fr/faits-divers-justice/2020/10/14/le-departement-de-la-haute-saone-porte-plainte-contre-eric-zemmour>

Voici quelques-uns des 24 départements islamo-collabos et immigrationnistes ayant porté plainte (avec l'argent des contribuables) contre Eric Zemmour : Gers, Landes, Haute-Garonne, Loire-Atlantique, Pyrénées-Orientales, Gironde, Dordogne, Charente-Maritime, Aude, Haute-Vienne , Finistère et maintenant la Haute-Saône.

Presque tous... socialistes. Comme le président du Conseil départemental de Gironde, Jean-Luc Gleyze, le visage souriant de la haine anti-Zemmour, de la chasse en meute et de la censure décomplexée.

Comment est-ce possible que des personnes « morales » disposant de moyens conséquents (associations antiracistes et départements) puissent attaquer, presque quotidiennement, une seule personne physique ? Et si, un jour, Eric Zemmour devait payer de sa vie sa liberté d'expression, que diront-ils ? Comme pour Mila et Samuel Paty, « *qu'il l'avait bien cherché* » ?

Mais on apprendra peut-être bientôt que le Tchétchène de 18 ans ayant décapité Samuel Paty était auparavant un ex-mineur faisant partie des migrants « **voleurs, assassins et violeurs** » radicalisés.



Jean-Luc Gleyze déclare ce lundi avoir « encouragé tous les présidents de conseils départementaux à porter plainte comme lui contre le chroniqueur » de CNews.

Le président du département de la Gironde, et du groupe de gauche de l'Assemblée des départements de France, veut ainsi « faire barrage aux propos haineux et à caractère racistes » d'Eric Zemmour...

« Certains ont fui la violence ou la guerre, d'autres ont voulu échapper à la misère, d'autres encore ont choisi de venir en France simplement dans l'espoir d'un avenir meilleur. C'est l'honneur de notre pays d'accueillir et d'offrir à ces enfants isolés la protection qui leur est due »...

« Pour avoir vécu parfois le pire, ils ont avant tout la volonté de s'intégrer, d'apprendre le français, de suivre un parcours scolaire, de découvrir un métier, poursuit le président de la Gironde. Cette réalité d'intégration correspond à des récits de vie, en Gironde comme ailleurs, loin des stéréotypes et des fantasmes savamment entretenus par certains porteurs de haine. »

<https://rue89bordeaux.com/2020/10/vingt-departements-dont-la-gironde-p-orient-plainte-contre-eric-zemmour/>

*Et les mêmes qui portent plainte contre Eric Zemmour « l'islamophobe » et ne font rien contre l'islamisation de la France se dépêchent de *twitter* contre l'islamisme...*

Manuel Valls, celui qui disait « pas devant les caméras » à Patrick Jardin, le père d'une jeune femme assassinée au Bataclan, ose ainsi défier les islamistes en affichant la Une de Charlie Hebdo. Quel courage !



Gilles CLAVREUL 
@GillesClavreul

Des gens se sont mobilisés ces derniers jours contre cet enseignant.
Qu'ils en répondent.

8:21 PM - 16 oct. 2020 - Twitter for iPhone



Licra 
@_LICRA_

Ceux qui ont mis une cible dans le dos de cet enseignant martyr sur les réseaux sociaux depuis une semaine, ceux qui ont voulu blâmer sa liberté auprès d'officines antirépublicaines laicophobes devront rendre des comptes devant l'opinion comme devant la justice
[#eragny](#) [#Conflans](#)

9:25 PM - 16 oct. 2020 - Twitter for iPhone



CCIF 
@ccif

L'horreur renverse et paralyse. Le deuil devrait imposer le silence. Alors que certains veulent déjà récupérer cet acte sidérant à des fins racistes, personne n'empêchera la conscience humaine de prendre le temps de la douleur et de la tristesse. [#Conflans](#)

11:10 PM - 16 oct. 2020 - Twitter for iPhone



Aurélien Taché @Aurelientache · 18h

#Eragny : Ce soir nous sommes sous le choc. Pensons d'abord à la famille de ce professeur, à ceux qui sont intervenus.

La France a besoin de tenir bon collectivement. Nous ne devons pas instrumentaliser, mais voir comment nous pouvons nous mobiliser en tant que société.



Députée Obono @Deputee_Obono · 19h

Quelle horreur. Juste abominable. Pensées aux proches, aux collègues, à toute la communauté éducative et aux habitant-es de Conflans-Sainte-Honorine.



Mariene Schiappa @MarieneSchiappa · 8h

Marine Le Pen tient sur l'acte terroriste islamiste d'hier des propos lamentables et indécents.

Ce sont des méthodes de charognards.



Manuel Valls @manuelvalls · 18h

Libres et fiers d'être Français. #JeSuisToujoursCharlie #Conflans



